

Méditerranée : marcher sur ses deux pieds

Par Smaïl Goumeziane*

La Méditerranée, aujourd'hui constituée d'un ensemble de pays plus ou moins atomisés, est le lieu de nombreuses fractures économiques, sociales, politiques et environnementales entre les pays de sa rive nord et ceux des rives sud et est. Pis, ces fractures régionales sont parmi les plus graves au monde. Elles sont, par exemple, bien plus fortes que celles existant entre l'Amérique du Nord et le Mexique, ou entre le Japon et ses voisins asiatiques.

Malgré tous les processus de coopération engagés dans la région depuis des décennies, la Méditerranée reste plus que jamais une véritable poudrière, traversée en permanence par de multiples conflits et tensions, en particulier : le conflit israélo-palestinien, la guerre en Irak, les agressions au Liban, le conflit du Sahara occidental, les tensions dans les Balkans...

La question, ô combien stratégique, de l'énergie, de sa production et de son transport, n'est pas étrangère à cette situation qui place la Méditerranée au cœur de la géostratégie mondiale.

Construire, pas à pas, une véritable Union méditerranéenne

Dès lors, l'avenir de la Méditerranée, sur fond de mondialisation, ne peut se fonder sur un statu quo qui élargirait toutes ces fractures et pérenniserait tous ces conflits au détriment des populations méditerranéennes.

C'est dire que l'avenir de la Méditerranée est d'abord l'affaire des pays méditerranéens. C'est dire que cet avenir sera collectif ou ne sera pas. C'est dire enfin qu'il se fera dans l'unité et la diversité des pays méditerranéens ou ne se fera pas.

Cela signifie qu'il faut que ces pays prennent conscience de cela et construisent, patiemment, un ensemble méditerranéen cohérent, fondé sur des valeurs communes et visant un progrès partagé, dans la paix et le respect mutuel entre tous les peuples de la région. Parmi ces valeurs : les libertés fondamentales (individuelles et collectives) ; les droits nationaux, humains, sociaux et environnementaux ; la gestion démocratique et pacifique des conflits d'intérêts internes et externes.

Un tel ensemble, qu'il s'appelle «Union méditerranéenne» ou «Communauté méditerranéenne», devrait donc être constitué, de façon progressive et volontaire, par tous les pays riverains, en associant, dès le départ et de façon active, leurs sociétés civiles.

Un tel ensemble devrait se fixer comme objectif fondamental la mise en place progressive d'un véritable espace de libertés et d'échanges entre tous ces pays riverains de la Méditerranée, au lieu de la sempiternelle «zone de libre-échange». Libertés économiques, mais aussi politiques, culturelles et culturelles pour tous. Echanges économiques, mais aussi scientifiques, technologiques, culturels et humains au bénéfice de tous.

Pour mieux combattre l'oppression, la pauvreté et les inégalités de toutes sortes dans chacun des pays et entre les pays. Pour mieux respecter leur environnement, symbolisé par cette Mare

Nostrum qui relie, depuis toujours, tous ces pays.

Choisir entre deux modèles de partenariat

Bien entendu, pour réaliser un tel projet historique, qui s'inscrit dans le «temps long» cher à Braudel, les pays méditerranéens ont besoin de soutiens externes d'où l'impératif de renforcer leurs partenariats avec ceux des grands ensembles politiques et économiques régionaux qui partagent, même partiellement, cette vision collective d'avenir.

Dans cette perspective, et pour l'heure, au-delà du projet d'UPM, deux «modèles» de partenariat sont proposés aux peuples méditerranéens. Le premier «modèle», sous-jacent à l'idée de «Grand-Moyen-Orient», proposée par les Etats-Unis, est partiellement à l'œuvre en Irak depuis 2003. Il consiste à tenter d'implanter la démocratie, la liberté et le progrès de l'extérieur par l'occupation militaire et la guerre, avec ce que cela coûte en vies humaines, pour les Irakiens mais aussi pour les forces américaines (plus de 4 000 hommes morts au combat en cinq ans), et en destructions matérielles et infrastructurelles.

Le second «modèle» est mis en œuvre par l'Union européenne, en Turquie notamment. Mené de façon pacifique et progressive par la négociation, il soumet le partenariat euro-turc (dans ce cas dans la perspective d'adhésion de la Turquie à l'Union) à des conditionnalités essentielles en termes économiques, mais aussi et surtout en termes d'évolution de la démocratie en Turquie, du respect de la laïcité et des libertés fondamentales, de la reconnaissance du génocide arménien...

A l'évidence, ce second «modèle» de partenariat, même s'il n'est pas la panacée, est davantage porteur de progrès, bien qu'il ne s'agisse pas, dans le cadre du projet d'Union méditerranéenne développé ici, de viser l'adhésion des autres pays méditerranéens de l'est et du sud à l'Europe, mais de construire, entre deux Unions (l'Union européenne et l'Union méditerranéenne) qui agiraient d'égal à égal, un «simple» partenariat privilégié allant bien au-delà du processus de Barcelone et de sa politique de bon voisinage.

Deux Unions et un partenariat stratégique

Ainsi conçue, l'Union méditerranéenne apparaîtrait alors comme un processus complémentaire à celui initié par l'Europe depuis 1995 en termes de partenariat, auquel elle offrirait un espace de coopération plus large et plus cohérent, au sein duquel les pays membres évolueraient, comme en Europe, et chacun à son rythme, sur la base d'objectifs de convergences multiples : économiques, politiques, sociaux, environnementaux...

In fine, l'Union méditerranéenne apparaîtrait comme un projet différent et plus ambitieux que le projet d'«Union pour la Méditerranée», porté par l'Europe. Pour intéressant qu'il soit, ce dernier comporte en effet deux limites «congénitales» : primo, il a été conçu en Europe, c'est-à-dire à l'extérieur de la Méditerranée, même s'il a été initié par



Photo Samir Sid

un pays méditerranéen : la France. D'autant que le projet initial français a été largement vidé de sa substance par les autres membres de l'Union européenne, notamment l'Allemagne. C'est pourquoi, selon cette approche, «l'Union pour la Méditerranée», composée des 27 pays européens et des 22 pays méditerranéens, serait codirigée par un pays de l'Union européenne, même non riverain de la Méditerranée.

Qu'auraient pensé les Européens, dans les années 1950, si les Etats-Unis avaient conçu à leur place une «Union pour l'Europe» qu'ils auraient codirigée ? Qu'auraient-ils pensé si ces mêmes Etats-Unis leur avaient soumis une liste de projets prioritaires pour l'Europe ? Soyons clairs, le projet méditerranéen actuel est un projet européen pour la Méditerranée, alors que l'Union méditerranéenne devrait être un projet méditerranéen pour les Méditerranéens ouvert, pour les raisons évoquées ci-dessus, à des partenariats privilégiés, notamment avec l'Europe, en vue de réduire les écarts de niveau et de qualité de vie entre les populations méditerranéennes du Sud et de l'Est et celles de l'Union européenne.

Dans un tel projet d'Union méditerranéenne, ce partenariat s'appuierait sur les pays de la rive nord (y compris la Turquie) qui auraient l'avantage d'être à la fois membres de l'Union européenne et de l'Union méditerranéenne, ce qui serait un gage supplémentaire du caractère privilégié du partenariat qui existerait entre l'Union européenne et l'Union méditerranéenne.

Secundo, le projet d'UPM, réduit au seul aspect de partenariat, est fondé (tout comme celui de Barcelone, dont il a d'ailleurs du mal à se départir malgré son échec avéré) sur une simple logique de coopération basée sur des considérations principalement commerciales et sécuritaires, contrairement à ce qui s'est fait pour la construction de l'Union européenne.

L'Union méditerranéenne, quant à elle, pourrait, bien entendu (et ce serait réaliste), démarrer de façon pragmatique, par une «approche projets», sous réserve qu'ils soient identifiés et choisis

par les pays méditerranéens eux-mêmes. Cependant «l'Union méditerranéenne» devrait viser, comme son aînée l'Union européenne, à un terme plus ou moins lointain, une véritable communauté méditerranéenne, régie, comme au sein de l'Union européenne, par des normes démocratiques, sociales et environnementales, sans que soient ignorées ou dénaturées les spécificités culturelles et culturelles des différents peuples de la Méditerranée. Dans ce cadre, le projet d'Union méditerranéenne créerait les conditions les plus favorables à un rééquilibrage de la politique européenne (à l'évidence de plus en plus orientée à l'est depuis la chute du mur de Berlin et l'élargissement de l'Union à 27 membres) en direction de la Méditerranée.

En tout état de cause, seul un projet de ce type, marchant sur ses deux pieds, c'est-à-dire à la fois sur la construction d'une Union méditerranéenne et sur la mise en place d'un partenariat privilégié avec l'Union européenne, serait en mesure d'étancher la soif de paix, de liberté et de progrès qu'expriment chaque jour davantage les sociétés civiles méditerranéennes.

Bien entendu, la mise en œuvre d'un tel projet suscitera méfiance et scepticisme, dérangera bien des intérêts établis et sera semée d'embûches. Mais, la paix, la liberté et le progrès pour tous les peuples de la région sont à ce prix. Raison de plus pour rassembler toutes les bonnes volontés pour, à la fois, construire cette Union méditerranéenne pacifique, démocratique et libre que les peuples appellent de leurs vœux et ce partenariat privilégié avec l'Europe.

Sinon, prenons garde, à vouloir réduire la question à la seule construction d'un énième partenariat entre l'Europe et les pays de la Méditerranée, à forte odeur de pétrole et relents sécuritaires, certains prennent le risque d'un échec renouvelé.

S. G.

*Communication présentée par le professeur Smaïl Goumeziane à l'Institut d'études politiques de Paris, le 12 juin 2008.